



GCTF

GLOBAL COUNTERTERRORISM FORUM

l'Afrique de l'Est

Groupe de travail sur le renforcement des capacités

Rapport de cartographie

SEPTEMBRE 2020

Groupe de travail du GCTF sur le renforcement des capacités dans la région Afrique de l'Est

La mission principale du Forum mondial contre le terrorisme (GCTF) est de promouvoir une approche stratégique à long terme de la lutte contre le terrorisme et les idéologies extrémistes violentes qui le sous-tendent. Créé en septembre 2017 afin d'élargir le champ d'action du précédent groupe de travail du GCTF sur la Corne de l'Afrique, ce groupe de travail vise à mobiliser des ressources pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent propice au terrorisme dans la région. Il constitue également un forum permettant à diverses parties prenantes de promouvoir le dialogue, de créer des réseaux et de partager des informations, des analyses et des enseignements dans le cadre d'un processus visant à établir des partenariats de collaboration, à la fois dans la région et pour elle.

Déterminer le profil des organisations travaillant sur la prévention et sur la lutte contre l'extrémisme violent propice au terrorisme en Afrique de l'Est

Tout en affirmant que la responsabilité première en matière de lutte contre le terrorisme incombe à l'État, et en reconnaissant les dynamiques et menaces de plus en plus localisées de l'extrémisme violent propice au terrorisme, le *Plan d'action* du Secrétaire général des Nations unies (ONU) *pour la prévention de l'extrémisme violent propice au terrorisme* reconnaît l'importance de la participation des communautés. Le Plan d'action appelle spécifiquement les États membres à :

« De mettre au point des stratégies conjointes et participatives, associant notamment la société civile et les populations locales, en vue de prévenir l'apparition de l'extrémisme violent et de protéger les communautés contre les tentatives de recrutement et la menace de l'extrémisme violent, et d'encourager les mesures de renforcement de la confiance à l'échelon local, en offrant des possibilités de dialogue appropriées et en détectant de façon précoce les motifs de mécontentement. »¹

Avec le soutien de bailleurs internationaux, les acteurs locaux aident à élaborer et à mettre en œuvre des interventions qui s'attaquent aux facteurs sous-jacents et aux conditions propices aux conflits, à l'extrémisme violent propice au terrorisme et au terrorisme. Les organisations de la société civile (OSC) et les organisations communautaires au niveau local sont les mieux à même

¹ Assemblée générale des Nations Unies, Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent : Rapport du Secrétaire général, 24 décembre 2015, <https://undocs.org/fr/A/70/674> p. 18.

de donner la parole à un large éventail de groupes et d'acteurs au sein de leurs communautés. Elles peuvent notamment atteindre les groupes qui sont trop marginalisés, vulnérables ou stigmatisés pour faire part de leur mécontentement et des problèmes qui les touchent. Les organisations locales mènent des programmes qui couvrent un large éventail d'activités, notamment la recherche sur les facteurs d'extrémisme violent favorisant le terrorisme, la facilitation du dialogue interreligieux et intra-religieux, l'autonomisation et la formation des jeunes, le renforcement des efforts de consolidation de la paix et l'élaboration de contre-récits.

Le renforcement des capacités des acteurs locaux et l'accent mis sur les interventions menées par les communautés font partie d'une approche plus globale qui s'attaque aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent propice au terrorisme. Pour porter ses fruits, cette approche nécessite la mise en place d'un « réseau mondial durable de ... parties prenantes qui peuvent avoir un impact au niveau local et faire entendre leur voix au niveau mondial ».²

Pour y parvenir, les Institutions inspirées du GCTF – le Fonds mondial pour l'engagement des communautés et la résilience (GCERF), l'Institut international pour la justice et l'État de droit (IIJ) et Hedayah – travaillent en étroite collaboration avec des partenaires locaux en Afrique de l'Est. Le GCERF est un fonds mondial qui renforce la résilience des communautés en soutenant les initiatives locales visant à lutter contre les facteurs de l'extrémisme violent qui favorisent le terrorisme. Le GCERF veille à ce que les activités soient menées par les communautés locales et soutiennent les objectifs stratégiques des gouvernements nationaux visant à prévenir l'extrémisme violent propice au terrorisme. L'IIJ travaille au renforcement des systèmes de justice pénale et à la mise en place de réseaux régionaux de praticiens de la justice pénale, de la police et d'autres secteurs, afin de promouvoir la justice, la sécurité et les droits de l'homme. Pour ce faire, l'IIJ s'efforce de former des partenariats aux niveaux international, régional et national avec des centres et des instituts de formation, des universités, les Nations unies et d'autres organisations multilatérales, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales concernées. Hedayah s'efforce de renforcer la capacité des acteurs de la lutte contre l'extrémisme violent dans le monde entier à promouvoir la tolérance et la stabilité en recherchant des interventions efficaces, en partageant les bonnes pratiques internationales, en engageant un dialogue constructif et une communication efficace, et en mettant en œuvre des programmes fondés sur des faits probants.

Ce Rapport de cartographie dresse le profil de trois organisations locales au Kenya qui travaillent avec les Institutions inspirées dans le but de développer et de mettre en œuvre des interventions en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent propice au terrorisme (P/CEV) au sein de leurs communautés.

Coast Interfaith Council for Clerics (CICC)

Le « Conseil interconfessionnel du littoral pour les ecclésiastiques » est une organisation interconfessionnelle qui se consacre à l'utilisation du dialogue intra- et interconfessionnel pour promouvoir la paix, la cohésion, la sécurité et le développement dans diverses communautés du Kenya. Ses membres sont issus d'institutions des confessions traditionnelles islamique, chrétienne, hindoue et africaine. La mission du CICC est de rassembler les leaders religieux afin de répondre aux problèmes communautaires qui affectent tous les membres de la société, indépendamment de la religion, de l'appartenance ethnique ou raciale.

Sa principale stratégie consiste à encourager les communautés à discuter de leurs problèmes et à travailler ensemble pour trouver des solutions. Le dialogue et la collaboration aident les participants à modifier leur perception des problèmes auxquels ils et elles sont confrontés – tout en acceptant les réalités de la situation – et à se réunir pour résoudre ces problèmes. Cette approche favorise la compréhension et la tolérance par l'apprentissage, le partage et la collaboration.

Bien que le CICC ait été créé en réponse aux violents affrontements politiques et liés aux ressources suite à l'abrogation de la section 2A de la Constitution kenyane de 1963 en 1992, il a commencé à canaliser ses efforts dans la P/CEV après qu'une série d'attaques terroristes a créé des tensions entre les communautés musulmanes et chrétiennes de la région côtière

² E Rosand, *Communities First : A Blueprint for Organizing and Sustaining a Global Movement Against Violent Extremism*, décembre 2016, https://www.unodc.org/documents/brussels/News/Communities_First_December_2016.pdf, p. 1.



Sensibilisation des communautés villageoises

du Kenya. Le CICC perçoit l'extrémisme violent propice au terrorisme comme l'une des plus graves menaces pour l'unité, la croissance et le développement des diverses communautés du Kenya aujourd'hui.

Le CICC estime que pour gagner la guerre contre l'extrémisme violent propice au terrorisme et contre le terrorisme, il faut avoir recours à des stratégies multidimensionnelles et à une approche multisectorielle qui implique tous les acteurs au sein de la communauté, ainsi que les parties prenantes en dehors des communautés et des régions touchées.

Forums de dialogue intra- et interreligieux

Ce programme réunit des chefs religieux de diverses confessions pour discuter d'enseignements et de principes religieux spécifiques qui sont souvent utilisés pour radicaliser les individus. Le fait de tenir des discussions ouvertes permet de rassembler des points de vue divergents dans le cadre d'une approche commune visant à éliminer la haine, les stéréotypes et les préjugés utilisés pour diviser les communautés. Ces discussions permettent de démystifier les mythes et les idées fausses qui poussent les gens vers le radicalisme, l'extrémisme et enfin le terrorisme. Ces forums ont également été utilisés par les chefs religieux pour se mettre d'accord sur des interprétations communes de textes religieux qui ont par ailleurs été utilisés à tort pour radicaliser les jeunes dans toute la région.

Renforcer la cohésion sociale dans les communautés

En montrant l'exemple, les chefs religieux se réunissent pour prendre des initiatives concertées qui favorisent l'unité entre ecclésiastiques. Ces derniers reproduisent cette approche au niveau communautaire en mobilisant leurs congrégations pour qu'elles s'unissent afin de promouvoir la coexistence pacifique et la cohésion au sein de leurs communautés. Le CICC a été en mesure de créer des espaces sûrs pour les dialogues communautaires afin de résoudre les conflits et de promouvoir l'unité au sein des diverses communautés.

Formation et renforcement des capacités des responsables religieux

En travaillant avec des institutions partageant les mêmes idées – tel que le Centre national de lutte contre le terrorisme du Kenya (NCTC) et d'autres OSC – le CICC a identifié un certain nombre de chefs religieux qui ont reçu une formation sur la P/CEV, la réhabilitation et la réintégration des personnes de retour, et sur l'alerte précoce et la réponse rapide pour prévenir les activités liées à l'extrémisme violent propice au terrorisme. Grâce à ce programme, le CICC a créé un groupe de chefs religieux formés et capables de renforcer la résilience des communautés contre l'extrémisme violent propice au terrorisme.



Dialogues de réflexion théologique interreligieuse organisés à l'école primaire de Mikinduni en novembre 2019

Thérapie à l'issue d'un attentat

Les chefs religieux offrent un soutien psychosocial collectif et individuel aux victimes d'attentats terroristes. Ce soutien prend la forme de thérapie, d'encouragements et de conseils religieux pour les aider à faire face à leurs sentiments de perte, de colère et de haine afin d'éviter la nécessité de se venger ou d'organiser des représailles.

Programme de réhabilitation et de réintégration

Ce programme vise deux bénéficiaires différents : les victimes du terrorisme et les personnes de retour qui souhaitent être réintégrées au sein de leur communauté. Pour les victimes du terrorisme, le programme propose une thérapie psychosociale, une réhabilitation sociale et une stabilité financière (à ceux qui ont subi la perte d'un être cher). Les victimes travaillent avec des conseillers professionnels, des chefs religieux, des formateurs en entrepreneuriat et des institutions qui offrent un soutien financier aux entreprises. Pour les personnes de retour, le programme travaille avec le soutien et les conseils du NCTC et des fonctionnaires locaux du gouvernement (y compris les chefs de village et les chefs religieux). Bien que l'information sur ce programme reste limitée, le résultat final attendu est une personne réhabilitée qui est acceptée et réintégrée dans la communauté pour vivre une vie positive, productive, responsable et redevable.

Mise en réseau et collaboration

Le CICC se met en relation avec d'autres organisations partageant les mêmes idées et travaillant dans le domaine de la P/CEV afin de créer des synergies et d'établir des relations de travail entre les communautés, les autorités locales et le gouvernement national. Le CICC fait actuellement partie du Secrétariat du Forum d'engagement pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent de Mombasa, qui réunit des acteurs du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des entreprises afin de partager l'expertise, les ressources et les informations dans le but de développer des interventions efficaces.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Révèrend Stephen Gathongo Anyenda, président du Conseil d'administration : sanyenda@yahoo.com

Mme Gloria Likhoyi, vice-présidente du Conseil d'administration : likhoyi@yahoo.com



Dialogue interreligieux à Jamii Thabiti

Kenya Community Support Centre

Le « Centre de soutien communautaire du Kenya » (KECOSCE) a été créé en 2006 pour promouvoir et faciliter l'institutionnalisation des valeurs et des pratiques de bonne gouvernance à tous les niveaux de la société en tant que base d'un développement socio-économique durable. Basé à Mombasa, le KECOSCE se concentre sur les zones côtières du Kenya et vise à renforcer des organisations et des structures dynamiques, de base, bénévoles et autonomes qui sont ancrées dans la tradition et la culture afin d'assurer l'autonomisation et l'auto-développement des communautés.

Sachant que de nombreux membres du public – si ce n'est la plupart – ne sont pas réellement impliqués dans les processus de politique publique qui ont un impact sur leur vie sociale, économique et politique, le KECOSCE a basé sa programmation sur l'autonomisation des personnes afin qu'elles participent activement aux processus qui mèneront à la transformation et au développement de leurs communautés. La KECOSCE estime que tous les membres d'une communauté, y compris les personnes marginalisées et vulnérables, doivent être pleinement impliqués, engagés et s'approprier toute initiative visant à améliorer leur développement socio-économique et politique.

Pour faire face à la croissance de la radicalisation et du recrutement de jeunes dans l'extrémisme violent qui favorise le terrorisme à Mombasa et dans les comtés satellites – en raison d'un enchevêtrement de conflits fonciers, d'inégalités, de ressentiment à l'égard des « citoyens de l'arrière-pays » et de tensions religieuses – la KECOSCE contribue à renforcer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent qui favorise le terrorisme, et ce grâce à un certain nombre de projets différents.

Communication et engagement de la communauté pour contrer la radicalisation et l'extrémisme violent conduisant au terrorisme

Visant à donner aux communautés côtières des comtés de Mombasa, Kwale, Malindi et Lamu les moyens de prévenir et de contester la radicalisation, ce projet favorise la communication et l'engagement entre différents groupes communautaires (par exemple, les jeunes, les femmes, les chefs religieux et les agences de sécurité) afin de : sensibiliser la population aux effets négatifs de la radicalisation ; développer les compétences nécessaires pour contrer et contester l'idéologie violente au sein de la famille, à l'école et dans les espaces publics ; promouvoir les partenariats



avec les agences de sécurité ; faire évoluer les perceptions ; et accroître la collaboration. En tant que mécanismes permettant d'atteindre ses objectifs, le projet renforce les capacités, développe des réseaux de sensibilisation à la radicalisation, met en œuvre l'éducation par les pairs, propose des conseils et des orientations, encourage le dialogue et le débat et facilite le suivi.

Lutter contre l'extrémisme violent propice au terrorisme en créant des communautés locales fortes et résilientes

Ce projet vise à améliorer les relations entre les jeunes et les forces de l'ordre dans les comtés de Mombasa, Kwale et Lamu, ainsi qu'à promouvoir la tolérance à la diversité chez les jeunes. Le projet a mis en œuvre des activités d'engagement et d'autonomisation, notamment :

- Neuf forums de discussion pour les jeunes, touchant au moins 900 jeunes à risque,
- Quatre événements de sensibilisation de la police et de la communauté,
- Des activités de communication et de messagerie pour contrer l'idéologie extrémiste, telles qu'un site web et une page Facebook dédiés et au moins quatre émissions de radio communautaire.





Travailler avec les chefs religieux pour promouvoir la tolérance et prévenir la radicalisation

Les terroristes de la région côtière kenyane ont utilisé la religion et l'appel à l'action pour inciter les jeunes à rejoindre des organisations terroristes. Le KECOSCE travaille avec les chefs religieux des comtés de Kwale et de Mombasa pour promouvoir la tolérance, protéger les minorités religieuses et prévenir la radicalisation. En 2019, la KECOSCE a organisé des dialogues interconfessionnels réunissant les principaux chefs religieux, les jeunes, les femmes et les dirigeants locaux afin de discuter des moyens positifs dont disposent les diverses religions pour réduire la menace d'un extrémisme violent propice au terrorisme dans la région. Au cours de cette période, 30 chefs religieux ont utilisé leur position pour prêcher la paix, la tolérance et la non-violence dans leurs églises et mosquées, touchant environ 3 000 personnes par semaine. Au moins dix jeunes leaders de Mombasa et de Kwale ont quitté des groupes violents et travaillent au sein de leurs groupes pour toucher leurs camarades. Plus de 60 chefs religieux peuvent désormais se rendre dans les postes de police locaux et discuter avec eux de la manière de renforcer la sécurité locale et d'établir comment ils peuvent aider la police à maintenir la paix et l'ordre public dans leur localité.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Phyllis Muema, directrice exécutive : phyllis@kecosce.org, kecosce@kecosce.org

Foundation for Dialogue

La « Fondation pour le dialogue » (FFD) a été créée en 1998 en réponse aux violences post-électorales récurrentes et aux conflits communautaires dans le centre de la vallée du Rift.

L'objectif principal de la FFD est de promouvoir des valeurs positives, le respect de l'État de droit, la bonne gouvernance et la coexistence pacifique par des approches constructives, créatives et durables de la consolidation et de la transformation de la paix. La FFD donne aux communautés les moyens de résoudre les conflits par le dialogue intercommunautaire, les structures traditionnelles de résolution des conflits et la réconciliation.

Soutien au Forum d'engagement du comté dans la mise en œuvre du Plan d'action du comté relatif à la Stratégie nationale de lutte contre la violence et l'extrémisme

En juin 2019, le comté de Nyeri a établi un Plan d'action visant à prévenir et à contrer l'extrémisme violent (CAP), en bénéficiant des conseils et du soutien du NCTC. Un Forum multipartite d'engagement du comté (CEF) a été créé pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action du comté, avec le FFD comme organisation principale.



L'ambassadeur Martin Kimani, directeur du NCTC, prononçant le discours d'ouverture de l'atelier sur le CAP

En mars 2020, le FFD a organisé un atelier réunissant les principaux dirigeants du gouvernement et les parties prenantes concernées dans le comté de Nyeri afin d'élaborer un plan de durabilité pour la mise en œuvre du Plan d'action du comté. L'atelier visait à : encourager l'appropriation du CAP par l'Assemblée du comté de Nyeri ; donner la priorité aux activités de P/CEV dans l'allocation des ressources du gouvernement du comté de Nyeri ; intégrer les activités de P/CEV dans toutes les opérations gouvernementales du comté de Nyeri ; et établir un comité de travail intergouvernemental pour la mise en œuvre du CAP de Nyeri.

Campagne de sensibilisation des jeunes sur le terrorisme et l'extrémisme violent propice au terrorisme

En octobre 2019, le NCTC a engagé la FFD à élaborer et à mettre en œuvre une campagne de sensibilisation du public sur le terrorisme et l'extrémisme violent propice au terrorisme visant à doter les jeunes initiés subissant leur rite de passage des compétences nécessaires pour identifier, prévenir et contrer la radicalisation et l'extrémisme violent propice au terrorisme.

En consultation avec le NCTC, la FFD a identifié 32 centres de rituels de passage dans tout le pays. La campagne a touché directement 2 672 initiés et 881 responsables de centres, tout en bénéficiant indirectement à 8 622 parents, tuteurs et proches qui ont assisté aux réunions d'initiation et aux cérémonies de remise des diplômes. Le volet médiatique de la campagne comprenait 17 émissions de débat pour un total de 31 heures de diffusion en direct, qui ont touché environ 3 483 296 personnes.³

La campagne a souligné l'impact et l'importance des conseils sur le rituel de passage comme outil pour inculquer des valeurs de paix et de cohésion. Avec un niveau élevé d'acceptation et d'intérêt communautaire, c'est un outil qui peut aider à renforcer la résilience des jeunes.

Engagement auprès d'établissements d'enseignement supérieur

La FFD s'engage avec les établissements d'enseignement supérieur à renforcer la résilience et établir des forums P/CEV afin d'identifier et de répondre de manière appropriée à la radicalisation et au recrutement dans l'extrémisme violent propice au terrorisme et dans le terrorisme.

Cet engagement vise à : identifier les principaux chefs étudiants désignés par leurs pairs, les clubs et les sociétés pour travailler en réseau sur les activités P/CEV et faire passer les actions

³ Kenya Audience Research Forum, 2019.



M. Njaramba Wanjii, de la FFD, s'adresse aux étudiants du KTTC

à des groupes individuels ; développer des stratégies de communication innovantes parmi les étudiants pour contrer la radicalisation et le recrutement ; et promouvoir des récits positifs par le biais d'activités institutionnelles, d'arts, de sports et de plateformes en ligne.

Au Kagumo Teachers Training College (KTTC), qui forme les enseignants du primaire, un groupe de travail d'étudiants a été formé pour mener des activités P/CEV au sein de l'institution. Un représentant désigné informe chaque semaine la communauté étudiante des activités P/CEV terminées, et l'invite à participer aux activités prévues pour la semaine suivante. La FFD organise des réunions mensuelles avec le groupe de travail des étudiants pour évaluer leurs progrès et fournir une formation supplémentaire sur le travail P/CEV.

Impliquer les aînés de la communauté dans le travail de la P/CEV

Dans le cadre de la mise en œuvre du pilier idéologique du CAP de Nyeri, la FFD a fait appel à la communauté et aux anciens de la culture pour aider à réduire la vulnérabilité des villages de Nyeri ainsi qu'à renforcer la surveillance des activités liées à l'extrémisme violent propice au terrorisme. Cet engagement s'explique par l'augmentation du recrutement de jeunes dans l'extrémisme violent et le terrorisme à partir d'établissements informels. Le cerveau de l'attentat terroriste de 2019 de Nairobi Riverside Drive et Dusit D2, Ali Salim Gichunge, est originaire des bidonvilles de Majengo à Nyeri.

Le programme vise spécifiquement les « Nyumba Kumi » (ou dix ménages), les anciens de la plus petite unité administrative de l'administration gouvernementale et le lien entre les membres de la communauté et le gouvernement. Le travail de ces anciens est volontaire, mais ce sont des acteurs clés en matière de sécurité en raison de la confiance dont ils jouissent auprès des membres des communautés et de leur rôle dans la résolution des conflits et la police de proximité. La FFD a formé les anciens à identifier et à répondre à l'extrémisme violent propice au terrorisme en faisant preuve de vigilance, en s'attaquant aux vulnérabilités au niveau des ménages et en renforçant la résilience.

Dans le sillage de la pandémie de COVID-19, certaines communautés sont particulièrement vulnérables en ce qui concerne les défis sociaux et économiques, notamment la radicalisation et l'extrémisme. Pour renforcer la résilience de ces communautés, il faut des compétences en matière de recherche des contacts, de surveillance, de communication et d'interventions urgentes, compte tenu de l'influence de la pandémie sur la dynamique sociale et sécuritaire.

Le projet cible 300 chefs d'unité de Nyumba Kumi et aura un impact sur 25 000 aînés et travailleurs de la santé en tant que bénéficiaires indirects.



Le Dr. Michael Mugo de la FFD invite les présidents de Nyumba Kumi à intégrer la P/CEV dans la réponse à la pandémie de COVID-19

Renforcer les capacités des officiers de police du Kenya à intégrer la P/CEV dans leur réponse à la pandémie de COVID-19

La FFD a organisé trois sessions de formation avec des officiers de police, tant au niveau du commandement qu'aux échelons inférieurs, en collaboration avec le NCTC et le Département de la santé publique du comté de Nyeri. Ces formations ont permis de transmettre aux policiers de première ligne les compétences P/CEV pour appliquer les mesures de contrôle dans le cadre de la COVID-19 et pour prévenir le terrorisme par la collecte de renseignements, les enquêtes et une surveillance accrue dans le cadre de la protection des infrastructures critiques.

Lorsqu'ils travaillent en première ligne pour faire appliquer les directives gouvernementales en matière de COVID-19, les policiers sont susceptibles d'être exposés en raison de leurs interactions intensives avec de nombreux administrés. La formation visait donc également à donner aux agents les moyens de mieux comprendre la pandémie de COVID-19 et la réponse à apporter au niveau individuel. La FFD a distribué aux policiers des masques et du gel hydroalcoolique pour améliorer leur sécurité. Cette activité a largement contribué à encourager des efforts harmonieux et coordonnés entre les agents de sécurité et la communauté dans la guerre contre l'extrémisme violent propice au terrorisme et à la radicalisation, ainsi qu'à freiner la propagation des infections à la COVID-19 dans le comté.

Depuis que le premier cas de COVID-19 a été signalé au Kenya, la FFD a travaillé avec l'équipe d'intervention d'urgence du comté par l'intermédiaire du CEF pour former des groupes d'intérêt spéciaux et sélectionner des bénéficiaires cibles afin d'intégrer la P/CEV dans la réponse à la pandémie de COVID-19. Outre la formation, la FFD a distribué des équipements de protection individuelle et a facilité l'installation de plusieurs stations de lavage des mains dans le comté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Dr Michael Mugo, directeur de programme : mugomichael65@gmail.com ; ffdkenya@gmail.com



Le directeur de la santé publique du comté de Nyeri s'adresse aux policiers sur l'intégration de la PICEV dans la réponse à la pandémie de COVID-19



Le personnel de la FFD remet des équipements de protection personnelle à des policiers du comté de Nyeri

À propos du GCTF

Le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) est une plateforme multilatérale informelle de lutte contre le terrorisme qui contribue à renforcer les efforts civils de lutte contre le terrorisme par le partage d'expertise, de stratégies et de programmes de renforcement des capacités. Le GCTF compte cinq groupes de travail. Trois d'entre eux sont thématiques (Justice pénale et état de droit ; Lutte contre l'extrémisme violent ; Lutte contre les terroristes étrangers) et les deux autres sont géographiques (Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest). Les groupes de travail identifient les défis et mobilisent la volonté politique, les ressources financières et l'expertise pour mettre en œuvre ces activités. Le GCTF est actuellement coprésidé par le Canada et le Maroc. Les 30 membres du GCTF comprennent les pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Canada, Chine, Colombie, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Jordanie, Maroc, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Qatar, Royaume-Uni, Russie, Suisse, Turquie et Union européenne.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Le service administratif du GCTF. Courriel : adminunit@theGCTF.org